

## Fiches de portrait statistique structurel et de suivi conjoncturel par branche

### Note explicative et de méthode

#### Présentation générale

Les fiches statistiques ont été établies pour les 50 branches ou regroupements<sup>1</sup> faisant l'objet d'un suivi des négociations de branches. Le périmètre d'une branche est entendu comme les salariés relevant d'une convention collective (ou d'un regroupement de conventions collectives), en cohérence avec le suivi de la négociation réalisé par la Direction générale du travail. Les branches sont donc définies par les identifiants de convention collective (code IDCC)<sup>2</sup> et non par les secteurs d'activité.

Les fiches statistiques comportent deux parties :

- **une première page dite "Portrait statistique structurel"** présente des données relatives au nombre d'entreprises et de salariés de la branche, ainsi qu'aux principales caractéristiques de l'emploi et des rémunérations dans la branche à fin 2012.

- **une seconde page dite "Fiche de suivi conjoncturel"** présente des données trimestrielles relatives à l'alternance, aux mouvements de main-d'œuvre (embauches et sorties), au contrat de génération, à l'évolution du salaire de base et au taux de temps partiel, sur la période 4<sup>ème</sup> trimestre 2012-1<sup>er</sup> trimestre 2015.

Ces fiches sont actualisées en fonction de la disponibilité des données.

#### Avertissement :

*Le code IDCC est parfois absent des sources statistiques utilisées. Lorsque tel est le cas, il est ajouté sur la base d'appariements ou d'imputations. De ce fait, les données sont des estimations, notamment celles de la fiche de suivi conjoncturel qui sont inédites.*

#### Précisions et précautions méthodologiques

##### ***Portrait statistique structurel***

Les données présentées sont dans leur grande majorité<sup>3</sup> extraites des fiches statistiques sur les conventions collectives de branche établies par la Dares à partir des Déclarations annuelles de données sociales. Ces fiches statistiques sont disponibles dans leur intégralité dans la rubrique Statistiques du site internet du ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social, à l'adresse suivante :

[Accueil](#) > [Études, recherches, statistiques de la Dares](#) > [Statistiques](#) > [Salaires et épargne salariale](#) > [Fiches statistiques sur les conventions collectives de branche](#)

---

<sup>1</sup> les regroupements sont précisés en annexe.

<sup>2</sup> les fiches sont partielles pour la branche du Travail temporaire. Les sources statistiques couvrant différemment les permanents et les intérimaires, il n'a pas été possible de produire des données globales équivalentes à celles des autres branches. Seule la partie structurelle relative aux permanents du Travail temporaire (IDCC 1413) est disponible.

<sup>3</sup> A l'exception des données relatives aux salariés en contrats de professionnalisation et aux dépenses de formation.

## **Fiche de suivi conjoncturel**

- les données relatives à **l'alternance** sont provisoires et pourront être révisées lors d'une prochaine actualisation. Du fait de leur saisonnalité marquée, pour la plupart des branches les proportions d'apprentis ou de salariés en contrat de professionnalisation sont inférieures aux deuxièmes trimestres à leurs valeurs des quatrièmes trimestres. Afin de juger de l'évolution de l'alternance dans la branche, il convient donc de comparer plutôt deux valeurs à un an d'intervalle et trimestre identique.
- les données relatives aux **mouvements de main-d'œuvre** (embauches et sorties) présentent un caractère saisonnier encore plus marqué. Afin de limiter leur variabilité au trimestre le trimestre et de faciliter le suivi des évolutions, les données présentées ici pour un trimestre donné sont en fait une moyenne sur ce trimestre et les trois précédents (moyenne mobile). Les définitions précises des taux d'entrée et taux de sortie sont disponibles dans les publications trimestrielles de la Dares relatives aux mouvements de main-d'œuvre (la plus récente est disponible à l'adresse suivante : <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2015-054.pdf>)
- la part des salariés couverts par un accord ou plan d'action ou accord de branche relatif au **contrat de génération** est calculée sur le champ des entreprises incitées à négocier sous peine d'une pénalité financière : entreprises de 300 salariés et plus ou appartenant à un groupe de 300 salariés et plus, entreprises de 50 à 300 salariés n'appartenant pas à un groupe. Pour les entreprises de 300 salariés et plus, les salariés sont considérés comme couverts s'il existe un accord ou plan d'action au niveau de l'entreprise ou du groupe, indépendamment d'une couverture éventuelle au niveau de la branche. Ce taux de couverture n'est pas diffusé pour trois branches (mention « ns ») : pharmacie d'officine, boulangeries pâtisseries artisanales, cabinets médicaux. En effet, compte tenu de la faible taille des entreprises, moins de 5 % des salariés de ces branches sont dans des entreprises incitées à négocier sous peine d'une pénalité financière et le taux de couverture ainsi défini est peu pertinent.

Le nombre de contrats de génération en cours est relatif aux contrats donnant effectivement lieu à versement d'une aide (demandes d'aides acceptées, contrats non rompus).

Les données ont été révisées par rapport aux précédentes éditions suite à la disponibilité de nouvelles données.

- les données trimestrielles relatives à **l'évolution du salaire mensuel de base** sont établies sur le champ des entreprises de 10 salariés et plus (source : enquêtes Acemo). Pour un trimestre donné, il s'agit de l'évolution observée sur un an, jusqu'à ce trimestre (glissement annuel). Les données trimestrielles relatives aux **taux de temps partiel** sont également établies sur le champ des entreprises de 10 salariés et plus (source : enquêtes Acemo). De ce fait, les proportions diffèrent de celles figurant dans la première page, qui couvrent l'ensemble des entreprises. Un suivi infra-annuel ne peut en effet être réalisé que sur ce champ restreint des entreprises de 10 salariés et plus.

***Ponctuellement, certaines données ne sont pas diffusées faute de précision suffisante compte tenu des sources utilisées ou pour respecter le secret statistique. Apparaît alors la mention « ns ».***

## ANNEXE : détail des regroupements

code idcc	libelle court	libelle long
2420	BATIMENT	BATIMENT CADRES
1843	BATIMENT	BATIMENT CADRES REGION PARISIENNE
2609	BATIMENT	BATIMENT ETAM
2707	BATIMENT	BATIMENT ETAM ILE-DE-FRANCE
1596	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (JUSQU'A 10 SALARIES)
2194	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (JUSQU'A 10 SALARIES) AQUITAINE
1638	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (JUSQU'A 10 SALARIES) CHER
2032	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (JUSQU'A 10 SALARIES) ISERE
1779	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (JUSQU'A 10 SALARIES) PACA
1758	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (JUSQU'A 10 SALARIES) TARN
1597	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10 SALARIES)
2195	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10 SALARIES) AQUITAINE
1642	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10 SALARIES) CHER
2033	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10 SALARIES) ISERE
1780	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10 SALARIES) PACA
1759	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10 SALARIES) TARN
1668	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS ALSACE
1785	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS BASSE-NORMANDIE
1876	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS BRETAGNE
0194	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS CANTAL
2585	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS CHAMPAGNE-ARDENNE (MOINS DE 10)
2584	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS CHAMPAGNE-ARDENNE (PLUS DE 10)
0076	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS CHARENTE
2145	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS CORSE
2667	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS DROME ARDECHE
0365	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS GERS
1722	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS HAUTE-NORMANDIE
0142	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS HAUTE-SAONE
0134	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS HAUTES-PYRENEES
0361	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS INDRE
2267	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS LANGUEDOC-ROUSSILLON
1886	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS LOIRE
0797	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS LOIR-ET-CHER
0132	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS MARNE
2625	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS PAYS DE LA LOIRE
0140	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS PUY-DE-DOME
1740	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS REGION PARISIENNE
2354	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS SAVOIE
0208	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS TERRITOIRE DE BELFORT
0149	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS VIENNE
0152	BATIMENT	BATIMENT OUVRIERS YONNE
0007	BATIMENT	BATIMENT TRAVAUX PUBLICS RHONE
0279	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS ALLIER
0372	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS ARIEGE
0585	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS AUBE
0436	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS CHARENTE-MARITIME
0192	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS DOUBS
0357	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS HAUTE-GARONNE
0137	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS INDRE-ET-LOIRE
0080	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS MOSELLE
0146	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS NIEVRE
0362	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS TARN-ET-GARONNE
0157	BATIMENT	BATIMENT TP OUVRIERS VOSGES
1402	BATIMENT	BATIMENT TRAVAUX PUBLICS HAUTE-SAVOIE
0599	BATIMENT	BATIMENT TRAVAUX PUBLICS MEURTHE-ET-MOSELLE
0054	METALLURGIE	METALLURGIE OETAM REGION PARISIENNE
0650	METALLURGIE	METALLURGIE INGENIEURS ET CADRES
0714	METALLURGIE	METALLURGIE MOSELLE
0822	METALLURGIE	METALLURGIE SAVOIE
0827	METALLURGIE	METALLURGIE ARDENNES
0828	METALLURGIE	METALLURGIE MANCHE
0829	METALLURGIE	METALLURGIE VAUCLUSE
0836	METALLURGIE	METALLURGIE HAUTE-SAVOIE
0860	METALLURGIE	METALLURGIE FINISTERE
0863	METALLURGIE	METALLURGIE MORBIHAN ILLE-ET-VILAINE
0878	METALLURGIE	METALLURGIE RHONE
0887	METALLURGIE	METALLURGIE EURE
0898	METALLURGIE	METALLURGIE ALLIER
0899	METALLURGIE	METALLURGIE MARNE
0911	METALLURGIE	METALLURGIE SEINE-ET-MARNE
0914	METALLURGIE	METALLURGIE AIN
0920	METALLURGIE	METALLURGIE VIENNE
0923	METALLURGIE	METALLURGIE CHARENTE-MARITIME
0930	METALLURGIE	METALLURGIE SARTHE

0934	METALLURGIE	METALLURGIE INDRE
0937	METALLURGIE	METALLURGIE HAUTE-VIENNE ET CREUSE
0943	METALLURGIE	METALLURGIE CALVADOS
0948	METALLURGIE	METALLURGIE ORNE
0965	METALLURGIE	METALLURGIE VAR
0979	METALLURGIE	METALLURGIE LE HAVRE (SEINE-MARITIME)
0984	METALLURGIE	METALLURGIE EURE-ET-LOIR
1007	METALLURGIE	METALLURGIE THIERS (PUY-DE-DOME)
1059	METALLURGIE	METALLURGIE MIDI-PYRENEES
1060	METALLURGIE	METALLURGIE MARTINIQUE
1159	METALLURGIE	METALLURGIE NIEVRE
1164	METALLURGIE	METALLURGIE SOMME VIMEU
1274	METALLURGIE	METALLURGIE CORREZE
1315	METALLURGIE	METALLURGIE HAUTE-MARNE ET MEUSE
1353	METALLURGIE	METALLURGIE DORDOGNE
1365	METALLURGIE	METALLURGIE MEURTHE-ET-MOSELLE
1369	METALLURGIE	METALLURGIE LOIRE-ATLANTIQUE
1375	METALLURGIE	METALLURGIE DOUBS
1387	METALLURGIE	METALLURGIE FLANDRES DOUAISSIS
1472	METALLURGIE	METALLURGIE PAS-DE-CALAIS
1525	METALLURGIE	METALLURGIE DUNKERQUE (NORD)
1560	METALLURGIE	METALLURGIE ALPES-MARITIMES
1564	METALLURGIE	METALLURGIE SAONE-ET-LOIRE
1572	METALLURGIE	METALLURGIE CHARENTE
1576	METALLURGIE	METALLURGIE CHER
1577	METALLURGIE	METALLURGIE HERAULT AUDE PYRENEES-ORIENTALES
1578	METALLURGIE	METALLURGIE LOIRE ET ARRONDISSEMENT D'YSSINGEAUX
1592	METALLURGIE	METALLURGIE VALENCIENNOIS CAMBRESIS (NORD)
1604	METALLURGIE	METALLURGIE ROUEN DIEPPE (SEINE-MARITIME)
1626	METALLURGIE	METALLURGIE HAUTES-PYRENEES
1627	METALLURGIE	METALLURGIE CLERMONT-FERRAND PUY-DE-DOME
1628	METALLURGIE	METALLURGIE DEUX-SEVRES
1634	METALLURGIE	METALLURGIE COTES D'ARMOR
1635	METALLURGIE	METALLURGIE GIRONDE LANDES
1732	METALLURGIE	METALLURGIE YONNE
1809	METALLURGIE	METALLURGIE JURA
1813	METALLURGIE	METALLURGIE MAUBEUGE (NORD)
1867	METALLURGIE	METALLURGIE DROME-ARDECHE
1885	METALLURGIE	METALLURGIE COTE-D'OR
1902	METALLURGIE	METALLURGIE MAINE-ET-LOIRE
1912	METALLURGIE	METALLURGIE HAUT-RHIN
1960	METALLURGIE	METALLURGIE LOT-ET-GARONNE
1966	METALLURGIE	METALLURGIE LOIRET
1967	METALLURGIE	METALLURGIE BAS-RHIN
2003	METALLURGIE	METALLURGIE VOSGES
2126	METALLURGIE	METALLURGIE GARD ET LOZERE
2221	METALLURGIE	METAUX INDUSTRIES MENSUELS ISERE HAUTES-ALPES
2266	METALLURGIE	METALLURGIE MAYENNE
2294	METALLURGIE	METALLURGIE AUBE
2344	METALLURGIE	SIDERURGIE
2489	METALLURGIE	METALLURGIE VENDEE
2542	METALLURGIE	METALLURGIE AISNE
2579	METALLURGIE	METALLURGIE LOIR ET CHER
2615	METALLURGIE	METALLURGIE PYRENEES-ATLANTIQUES ET DU SEIGNANX
2630	METALLURGIE	METALLURGIE BOUCHES-DU-RHONE ALPES HAUTE-PROVENCE
2700	METALLURGIE	METALLURGIE DE L'OISE
2755	METALLURGIE	METALLURGIE BELFORT MONTBELIARD
2980	METALLURGIE	METALLURGIE SOMME
2992	METALLURGIE	METALLURGIE INDRE-ET-LOIRE
3053	METALLURGIE	CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE DE HAUTE-SAÔNE
1702	TRAVAUX PUBLICS	TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS
2409	TRAVAUX PUBLICS	TRAVAUX PUBLICS CADRES
2614	TRAVAUX PUBLICS	TRAVAUX PUBLICS ETAM
0398	NEGOCE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	MATERIAUX CONSTRUCTION NEGOCE OUVRIERS
0533	NEGOCE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	MATERIAUX CONSTRUCTION NEGOCE ETAM
0652	NEGOCE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	MATERIAUX CONSTRUCTION NEGOCE CADRES
0087	CARRIERES MATERIAUX	CARRIERES MATERIAUX INDUSTRIE OUVRIERS
0135	CARRIERES MATERIAUX	CARRIERES MATERIAUX INDUSTRIE ETAM
0211	CARRIERES MATERIAUX	CARRIERES MATERIAUX INDUSTRIE CADRES
1413	TRAVAIL TEMPORAIRE	TRAVAIL TEMPORAIRE PERMANENTS
1899	TRAVAIL TEMPORAIRES	TRAVAIL TEMPORAIRES INTERIMAIRES
2247	ASSURANCES	ASSURANCES REASSURANCES COURTAGE ENTREPRISES
2335	ASSURANCES	ASSURANCES AGENCES GENERALES PERSONNEL
1672	ASSURANCES	ASSURANCES SOCIETES